

Canada un pays renouvelé, fier de sa diversité et fort de son unité.

Aucune idée ou proposition ne sera écartée d'emblée si elle est présentée dans l'intérêt public et si elle améliore notre régime politique. Par contre, nous rejeterons toute formule qui aura pour but de démanteler le Canada.»

* * *

LE LOGEMENT

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, jadis, lorsqu'il siégeait à l'arrière-ban, l'actuel ministre de l'Habitation était un grand défenseur des sans-abri et des personnes qui cherchent un logement à prix abordable, mais il ne sert plus aujourd'hui qu'à faire des excuses au nom du gouvernement. Budget après budget, année après année, programme après programme, il donne de moins en moins aux gens qui ont de plus en plus besoin de logement.

Où le ministre a-t-il laissé sa conscience en ce qui concerne l'habitation? Sur la table du Cabinet ou dans le coffre de sa limousine?

L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)): Monsieur le Président, la semaine dernière, j'ai donné à la Chambre les grandes lignes du programme gouvernemental concernant l'habitation pour l'année à venir. J'ai alors fait savoir que, en dépit du fait que les budgets étaient serrés et que l'argent se faisait rare, le ministère d'État (Habitation) avait pu s'en tirer assez bien et que, grâce à des mesures efficaces et économiques, il pourrait venir en aide à autant de ménages cette année que l'an dernier.

Donc, cette année encore, nous allons pouvoir venir en aide à quelque 40 000 ménages canadiens, outre les 640 000 que nous aidons déjà.

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, ce n'est pas en réduisant le budget du ministère de 411 millions de dollars sur cinq ans que l'on va aider les citoyens de toutes les provinces et territoires du pays qui ont besoin d'un logement à prix abordable. Les gouvernements provinciaux doivent chaque année se battre pour ramasser les miettes que le ministre veut bien leur donner.

Pourquoi le ministre d'État chargé de l'Habitation ne contribue-t-il pas à l'unité de notre pays en adoptant une bonne politique du logement, en offrant aujourd'hui et demain aux Canadiens des logements décents à prix abordable?

Questions orales

L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)): En fait, monsieur le Président, c'est exactement ce que fait notre gouvernement. Non seulement allons-nous consacrer cette année près de deux milliards de dollars au logement subventionné dans tout le pays, mais nous envisageons à l'heure actuelle de nous servir des terres fédérales excédentaires pour accroître le nombre des logements dont disposent les Canadiens.

J'annoncerai sous peu la création d'un centre de collaboration des secteurs public et privé en matière d'habitation, qui sera aussi d'un grand secours aux Canadiens dans la satisfaction de leurs besoins en logement.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de Postes Canada.

Les habitants de Lawrencetown, en Nouvelle-Écosse, sont les plus récentes victimes de la politique de Postes Canada dans les régions rurales. Ils viennent grossir le nombre des anciens clients de plus de 700 bureaux de poste qui ont été fermés un peu partout au Canada depuis l'annonce de cette politique adaptée en 1986.

Lawrencetown est un carrefour du comté d'Annapolis. C'est le centre des activités pour les étudiants et les agriculteurs et c'est là que se trouvent les bureaux du gouvernement. Compte tenu de la demande de services, le ministre peut-il nous dire dans quelles circonstances un bureau de poste rural pourra maintenant rester ouvert?

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, comme je n'ai pas reçu de préavis de la députée, je ne peux faire de commentaires sur l'exemple précis qu'elle cite, mais je peux affirmer que des mesures ont été prises dans de très nombreux endroits au Canada pour moderniser le système de distribution postal, afin que celui-ci soit mieux adapté aux modes de vie actuels.

Des études ont été effectuées après les changements pour voir comment la population avait réagi. Plus de 85 p. 100 jugeaient que les changements avaient apporté une amélioration. Quand 85 p. 100 de la population approuve une politique, nous ne la changeons pas.

[Français]

Mme Coline Campbell (South West Nova): Ma question supplémentaire, monsieur le Président, s'adresse au même ministre. Dans toutes les petites communautés au